

## VENDREDI 16 JANVIER 2015

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **La désinformation** p.1
- = **La baisse du pétrole ne sauvera pas l'économie mondiale, dit Christine Lagarde** p.2
- = **Les Saoudiens et les Etats-Unis sont-ils responsables de la baisse du prix du pétrole** p.3
- = **La Banque Centrale sème le chaos et la panique en Suisse, von Greyerz** p.8
- = **« Franc suisse, un Cygne noir ? »** p.9
- = **Comment le crédit a perverti le dollar, l'épargne... et tout le reste (Bill Bonner)** p.16
- = **555 trillions de raisons pour lesquelles les taux ne seront pas normalisés** p.19
- = **Le cygne noir du franc suisse devenu flottant: un séisme ressenti dans le monde entier... y compris en Pologne** p.20
- = **En quelques jours la Russie a racheté presque tous ses actifs gaziers et pétroliers pour trois fois rien** p.22
- = **En quoi investir (un peu ou bientôt) ?** p.24
- = **Un événement majeur : les grands financiers suisses lâchent l'euro... et Christine Lagarde** p.24
- = **Franc suisse : Est-ce à nous de régler la note de ceux qui recherchent « une bonne affaire » et ne la trouvent pas ?** p.25
- = **La BNS pète un câble** p.27
- = **Grèce : l'Europe tombe le masque** p.32
- = **L'Empire du chaos et la fin des temps - En 2015, tout gravitera autour de l'Iran, la Chine et la Russie** p.33
- = **Pourquoi le modèle social américain est à repenser** p.38
- = **Bombardier: ça chauffe** p.41
- = **L'onde de choc provoquée par le franc suisse se poursuit** p.43
- = **Pétrole: la chute des prix ne relance pas la demande d'or noir** p.46



## LA DÉSINFORMATION

Nyouz2dés 16 janvier 2015

Dans l'article qui suit (en reprise) de Jean-Jacques Netter, celui-ci nous présente la baisse du pétrole comme une « aubaine » pour l'économie mondiale. C'est peut-être vrai à court terme (1 an ou 2) mais en fait c'est un désastre à moyen terme. Si les producteurs de pétrole coûteux (pétrole de schiste américains, sables bitumineux canadiens et off-shore profond) font faillite il manquera à la production mondiale environ 15 millions (ou plus) de barils par jour (sur une production actuelle de 92 millions de barils par jour). Et cela c'est un désastre épouvantable. La baisse du pétrole est le chant du cygne de notre civilisation industrielle.

**La baisse du pétrole, des taux et de l'Euro constituent une triple aubaine**

Finance, Jean-Jacques Netter 14 janvier 2015

**Le pétrole autour de 50\$, c'est probablement la nouvelle norme**, car c'est autour de ce prix que *Xi Ping*, le président de la Chine, a garanti ses approvisionnements auprès de *Vladimir Poutine* président de la Russie au moment où il avait un genou à terre. Pour le moment, tout le monde et pas simplement les Etats Unis, profite de l'énergie bon marché, ce qui fait disparaître l'argument principal pour surpondérer le marché américain. Même le *Prince Al Waleed* patron de *Kingdom Holding Company*, souvent présenté comme le Warren Buffett saoudien pense que l'on ne reverra jamais le pétrole à 100\$ le baril. La prévision du cours du pétrole demande beaucoup d'humilité. Il n'y a pas si longtemps *Goldman Sachs* nous expliquait il n'y a pas si longtemps qu'il était impossible d'éviter rapidement un cours du baril à 200\$ !

Rien ne permet cependant de penser que 50\$ sera durablement le nouveau point d'équilibre. Les prix du pétrole devaient rester élevés dans la durée, du fait de l'instabilité géopolitique au Moyen Orient et de la demande insatiable des pays émergents.

Après une chute de plus de 40% en moins de six mois, la baisse du pétrole, si elle perdure, correspond toutefois à une fantastique baisse d'impôts de l'ordre de 2% du PNB mondial. C'est dans un premier temps, un coup de pouce considérable pour la demande des pays consommateurs.

=====

## La baisse du pétrole ne sauvera pas l'économie mondiale, dit Christine Lagarde

Boursier.com et Reuters 16 janvier 2015



(Boursier.com) — Après la Banque mondiale, qui a réduit jeudi ses prévisions de croissance mondiale, la directrice générale du FMI s'inquiète à son tour... Christine Lagarde estime ainsi que l'économie mondiale est "trop asymétrique", une expression qui fait écho à la Banque mondiale, qui a mis en garde contre les dangers d'une économie mondiale tournant sur "un seul réacteur", celui des Etats-Unis...

Alors que la patronne du FMI estimait encore il y a quelques semaines que la baisse des cours du pétrole était une "bonne nouvelle" pour l'économie mondiale, elle a quelque peu relativisé son jugement, dans un discours prononcé hier soir à Washington. "L'effondrement des cours du pétrole et la

vigueur de l'économie américaine ne suffiront pas à contrer les faiblesses durables dans d'autres régions.

## **La BCE appelée à agir contre la déflation**

Dans l'ensemble, la croissance mondiale reste trop faible, trop fragile et trop asymétrique", prévient-elle... Un trop grand nombre de pays sont encore entravés par les séquelles de la crise financière de 2008, dont ils ont hérité une dette importante et un chômage élevé, poursuit-elle.

Mme Lagarde appelle la BCE à agir contre la déflation, alors que les prix sont tombés en terrain négatif (-0,2% sur un an) en décembre dans la zone euro. "Dans la zone euro, le pétrole moins cher (...) augmente les risques de déflation. Cela plaide encore plus pour une relance monétaire supplémentaire", déclare la patronne du Fonds. Par ailleurs, interrogée sur la chaîne américaine 'CNBC' au sujet de la décision choc de la Banque nationale suisse, jeudi, Christine Lagarde a fait part de sa "surprise" après la décision de la Suisse de laisser fluctuer sa monnaie, ajoutant qu'elle réservait son jugement sur la pertinence de cette mesure...

Victoria Adam — ©2015, [Boursier.com](http://Boursier.com)

## **Les Saoudiens et les Etats-Unis sont-ils responsables de la baisse du prix du pétrole**



**Andrew Topf**  
[OilPrice.com](http://OilPrice.com)

Publié le 16 janvier 2015

La chute du prix du pétrole qui fait la une de ces dernières semaines a été abordée presque exclusivement en termes d'économie de marché pétrolier, et une majorité des agences médiatiques ont pointé du doigt l'Arabie Saoudite et son cheval de Troie de l'OPEP pour avoir fait s'effondrer le prix du pétrole et endommagé les exportateurs pétroliers du monde – notamment la Russie.

Bien que l'explication relative au marché soit partiellement correcte, elle demeure simpliste et manque de s'adresser aux points de pression géopolitiques du Proche Orient.

[Oilprice.com](http://Oilprice.com) se penche au-delà des gros titres pour chercher une réponse à la chute du prix du pétrole. Il se trouve que son explication, bien que difficile à justifier, puisse concerner le contrôle du pétrole et du gaz du Proche Orient et l'affaiblissement de la Russie, de l'Iran et de la Syrie en inondant le marché

de pétrole peu cher.

## **Une arme pétrolière**

Il n'est pas nécessaire de regarder bien loin en arrière pour s'apercevoir que l'Arabie Saoudite, le plus gros exportateur et producteur de pétrole du monde, a eu recours aux prix du pétrole pour parvenir à ses fins d'un point de vue de politiques étrangères. En 1973, le président égyptien Anwar Sadat a convaincu le roi saoudien Faisal de réduire la production de pétrole et d'en augmenter le prix, avant de limiter les exportations de pétrole dans l'objectif de punir les Etats-Unis pour avoir soutenu Israël face aux Etats arabes. Ce choc pétrolier en a fait quadrupler le prix.

La même chose s'est de nouveau produite en 1986, alors que l'OPEP, dirigée par l'Arabie Saoudite, prenait la décision de faire s'écrouler le prix du pétrole. Et puis en 1990, alors que les Saoudiens faisaient s'effondrer le prix du pétrole afin de faire sortir la Russie du jeu, puisqu'ils la percevaient comme une menace à leur suprématie. En 1998, le prix du pétrole a diminué de moitié et est passé de 25 à 12 dollars le baril. La Russie a alors fait défaut de sa dette.

Les Saoudiens et d'autres membres de l'OPEP ont bien entendu eu recours au prix du pétrole en supprimant la production pour en maintenir le prix à un niveau élevé et continuer de nager dans les pétrodollars. En 2008 par exemple, le prix du pétrole atteignait un record de 147 dollars le baril.

Pour ce qui est de la chute actuelle du prix du pétrole, les Saoudiens et l'OPEP ont tout intérêt de chasser leurs compétiteurs, comme les producteurs de pétrole de schiste américain, qui seront certainement lésés par la baisse actuelle de prix. Même avant que le prix du pétrole ne chute, les Saoudiens vendaient leur pétrole à la Chine à prix cassé. Le refus de l'OPEP le 2è novembre dernier de réduire sa production est la preuve la plus évidente que la chute du prix du pétrole s'inscrit dans le cadre d'une guerre entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis.

Les analyses montrent que le raisonnement est complexe, et pourrait aller au-delà d'une simple baisse de prix visant au contrôle du marché.

« Pourquoi les Etats-Unis et certains de ses alliés voudraient-ils voir baisser le prix du pétrole ? a demandé en octobre dernier le président du Venezuela, Nicolas Maduro. Pour porter atteinte à la Russie ».

Beaucoup pensent que le prix du pétrole est la conséquence d'une collusion délibérée et planifiée par les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite de punir la Russie et l'Iran pour avoir soutenu le régime d'Assad en Syrie.

### **Punir Assad et frères**

Ceux qui adhèrent à cette théorie mentionnent généralement la réunion du 11 septembre dernier entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry et le roi saoudien Abdullah dans son palace de la mer Rouge. Selon un [article](#) publié par le Wall Street Journal, c'est lors de cette réunion que des accords ont été établis entre Kerry et Abdullah concernant le support des Saoudiens aux attaques aériennes contre l'EIIL en échange du soutien de Washington aux Saoudiens dans le renversement du régime d'Assad.

Il est vrai que si des accords avaient été établis, nous n'aurions pas de quoi nous en étonner, au vu des rivalités entre l'Arabie Saoudite et son grand rival de la région : l'Iran. En s'opposant à la Syrie, Abdullah a eu l'opportunité de porter atteinte à l'Iran, qu'il perçoit comme un puissant rival en raison de ses ambitions nucléaires, de son soutien au Hamas et au Hezbollah, et de son alliance avec la Syrie, à laquelle il fournit armes et financements. Les deux nations sont aussi divisées par la religion. Une majorité des Saoudiens sont des Sunnites, alors qu'une majorité d'Iraniens sont considérés Shiites.

« Le conflit est désormais une guerre de procuration entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, et se joue dans toute la région, rapportait Reuters le 15 décembre dernier. Les deux camps perçoivent leur rivalité comme un conflit pour le tout ou rien : si le Hezbollah shiite prenait la main au Liban, alors les Sunnites du pays – et par extension leurs patrons saoudiens – perdraient la bataille face à l'Iran. Si un gouvernement shiite solidifiait son contrôle sur l'Irak, alors l'Iran gagnerait sur un deuxième front ».

Les Saoudiens savent que les Iraniens sont vulnérables au prix du pétrole. Selon les experts, le pays aurait besoin d'un baril à 140 dollars pour équilibrer son budget. A moins de 60 dollars le baril, les Saoudiens ont pu faire pression sur le souverain iranien, l'Ayatollah Ali Khamaneï, et possiblement contré ses ambitions nucléaires et rendu le pays plus pliable face à l'Occident, qui a le pouvoir de réduire ou de lever ses sanctions si le pays décidait de coopérer.

Pour ajouter du poids à cette théorie, le président iranien Hassan Rouhani a

décrété lors d'une réunion du cabinet qui se tenait un peu plus tôt ce mois-ci que la chute du prix du pétrole est un acte politique et une « conspiration contre les intérêts de la région, le peuple et le monde musulman ».

### **Conspiration de pipelines**

Certains observateurs ont avancé une théorie un peu plus conspirationniste concernant le désir des Saoudiens de se débarrasser d'Assad. Ils renvoient à un accord passé en 2011 entre la Syrie, l'Irak et l'Irak qui visait à la construction d'un pipeline depuis le port iranien d'Assalouyeh jusqu'à Damas, en passant par l'Irak. Le projet de 10 milliards de dollars aurait dû voir le jour sous trois ans et aurait dû acheminer le gaz produit à South Pars, un champ pétrolier que l'Irak partage avec le Qatar. Les fonctionnaires iraniens ont aussi mentionné l'extension de ce pipeline jusqu'en Europe et la mer Méditerranée – une compétition directe avec le Qatar, plus gros exportateur mondial de gaz naturel liquéfié.

« Le pipeline qui reliera l'Irak, l'Irak et la Syrie – s'il était construit – pourrait solidifier l'axe chiite au travers d'un cordon ombilical économique », a [écrit](#) le correspondant d'Asia Times, Pepe Escobar.

Global Research, une cellule de réflexion basée au Canada, va plus loin encore, en [suggérant](#) que le refus d'Assad en 2009 de permettre au Qatar de construire un pipeline depuis North Field jusqu'en Syrie et vers la Turquie et l'Union européenne, combiné à l'accord de 2011, « ait pu déclencher l'attaque menée par l'Arabie Saoudite et le Qatar contre Assad ».

« Aujourd'hui, les guerres menées par les Etats-Unis en Ukraine et en Syrie ne sont que deux fronts d'un même conflit stratégique qui vise à affaiblir la Russie et la Chine et à rompre l'apparition d'un contre-pôle eurasiatique dans le cadre du Nouvel ordre mondial contrôlé par les Etats-Unis. Le contrôle des pipelines, notamment des pipelines de gaz naturel – depuis la Russie jusqu'en Union européenne en passant par l'Ukraine et depuis l'Irak et la Syrie vers l'Union européenne – est un objectif stratégique » - Global Research, 26 octobre.

### **Titiller l'ours russe**

Et que vient faire la Russie dans la baisse du prix du pétrole ? En tant qu'allié clé de la Syrie, et puisqu'il soutient Assad grâce à des milliards de dollars d'armements, le président Vladimir Poutine a, avec l'Irak, été la cible de la

maison des Saoudiens. Les ambitions territoriales de Poutine en Ukraine l'ont également placé en face du président Barack Obama et des dirigeants de l'Union européenne, qui en mai de cette année imposaient des sanctions à la Russie.

Comme nous avons pu le voir, la manipulation du prix du pétrole par l'Arabie Saoudite a deux fois déjà pris pour cible la Russie. Mais cette fois-ci, les effets de la baisse du prix du pétrole ont particulièrement affecté Moscou, en raison des sanctions déjà établies et de l'affaiblissement du rouble. La semaine dernière, dans un effort de défendre sa devise, la Banque de Russie a relevé les taux d'intérêt pour les faire passer à 17%. Cette mesure a échoué, et le rouble a perdu 20% supplémentaires, ce qui a entraîné dans le pays des vagues de spéculation qui pourraient déboucher sur l'établissement de contrôles de capitaux. Poutine a saisi l'opportunité lors de son adresse télévisée annuelle d'annoncer que bien que l'économie devrait encore souffrir au cours des deux années à venir et que les Russes devraient se préparer à une récession, « l'économie de la Russie sera diversifiée, et le prix du pétrole pourra de nouveau grimper ».

Il se peut qu'il ait raison, mais quels seront les effets d'une longue période de bas prix ? Eric Reguly, [qui écrit](#) pour The Globe and Mail, a souligné samedi dernier qu'avec des réserves de devises étrangères de 400 milliards de dollars, l'Etat russe ne risque pas de s'effondrer, même dans l'éventualité d'une profonde récession. Reguly prédit que la menace qui pèse le plus lourdement sur le pays est le secteur privé, dont la dette s'élève à 700 milliards de dollars.

« Rien que ce mois-ci, 30 milliards de dollars de dette privée devront être remboursés, et 100 milliards de dollars supplémentaires seront dus l'an prochain. Le problème est rendu plus grave encore par les sanctions économiques, qui ont rendu impossible pour les sociétés russes de se financer sur les marchés occidentaux », écrit-il.

### **Cela va-t-il fonctionner ?**

Que vous soyez un théoricien de la conspiration ou un théoricien des marchés, pour ce qui est de l'explication apportée à la chute du prix du pétrole, il n'importe que très peu de savoir quelle en est la cause, puisque les effets en importent bien plus. Poutine s'est déjà prouvé être un maître sur l'échiquier de la politique énergétique, et la suggestion qu'un baril à moins de



60 dollars puisse écraser le dirigeant russe doit être prise avec des pincettes.

La décision prise par Moscou le 1<sup>er</sup> décembre d'abandonner le projet de construction de pipeline de gaz naturel de South Stream, un projet de 45 milliards de dollars, en faveur d'un nouveau projet en alliance avec la Turquie souligne la volonté de Poutine de contourner ses partenaires européens et continuer ses livraisons vers les pays d'Europe qui reposent sur la Russie en matière d'énergie. Cet accord place la Turquie dans le camp russe, à une heure où la Russie se retrouve aliénée par l'Occident.

Bien entendu, l'alliance de la Russie avec la Chine s'inscrit dans le cadre du pivot oriental de Poutine pour alimenter la demande en énergie russe alors que les Saoudiens et l'OPEP, peut-être en accord avec les Etats-Unis, continuent d'en faire baisser le prix. Les accords de novembre, suite auxquels Gazprom devrait alimenter la société publique chinoise CNPC à hauteur de 30 milliards de mètres cubes de gaz par an, font suite à un contrat de vente de 38 milliards de mètres cubes par an à la Chine.

Comme Oilprice.com l'a [mentionné](#), « les projets en cours continuent d'être exploités et la production russe de pétrole devrait se maintenir en 2015 ».

« La Russie coulera avec son navire avant de céder sa part de marché – notamment en Asie, où Poutine a réaffirmé l'établissement d'un pivot. L'Arabie Saoudite et l'Amérique du Nord devront continuer de produire face à Poutine, qui est déterminé à aller jusqu'au bout dans le grand jeu des BRIC ».

Andrew Topf

## [La Banque Centrale sème le chaos et la panique en Suisse, von Greyerz](#)



[Chris Powell](#)  
[Gata](#)

Publié le 16 janvier 2015

Le gestionnaire de fonds Suisse Egon von Greyerz, dans un entretien sur KWN, s'exprime sur le chaos et la panique créés en Suisse et partout en Europe par la décision prise par la Banque Nationale Suisse d'abandonner son lien entre le franc suisse et l'euro.

La Banque Nationale, d'après Von Greyerz, aurait perdu ce faisant 80



milliards de francs suisses, l'équivalent de 10% du PNB du pays. Il ajoute que la Banque a validé ce faisant les idées du référendum sur l'or suisse, dont les tenants souhaitaient l'abandon du lien entre le franc suisse et l'Euro.

Les guerres entre les monnaies sont désormais ouvertes et ne vont que s'aggraver, et l'or et l'argent en seront les bénéficiaires.

Vous pouvez lire cet entretien ici :

<http://kingworldnews.com/man-predicted-collap...gives-shocki...>

## « Franc suisse, un Cygne noir ? »

Charles Sannat 16 janvier 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

C'est une véritable bombe en provenance de Suisse qui a explosé aujourd'hui sur les marchés financiers. En effet, la banque centrale helvète a décidé purement et simplement d'arrêter de défendre le seuil de parité jusqu'ici défini à 1,20 franc suisse pour 1 euro. En quelques minutes, le franc suisse s'est envolé de 20 %, la Bourse a chuté de presque 13 % au plus fort de la journée. L'or s'est mis à monter en euro, le dollar s'est apprécié et c'est une journée de folie qui a été vécue par les opérateurs économiques.

La violence des mouvements financiers ont eu de quoi surprendre les populations mais en aucun cas les autorités monétaires qui savaient très bien qu'en s'y prenant de cette façon-là, elles allaient provoquer ce qui s'est passé, à savoir un mouvement de panique généralisé et de fortes pertes pour de nombreux agents économiques à commencer par les banques, les fonds de placement, et évidemment l'ensemble de l'industrie suisse tributaire de son taux de change pour sa compétitivité. Alors la question qui se pose ce soir c'est « pourquoi ? ». Pourquoi la banque nationale suisse a-t-elle agi de cette façon-là ? Mais avant d'essayer de comprendre le pourquoi, faisons un rapide

tour d'horizon des différentes conséquences déjà visibles.

### **Quelques conséquences !**

1/ Un krach sur la bourse suisse, logique, l'industrie suisse est largement orientée vers l'export, une appréciation de la monnaie de 20 % en une journée renchérit le coût des produits suisses de... 20 % ! Cela pique un peu évidemment et le patronat suisse est tout bonnement en fureur de la décision de la banque centrale. Du coup, moins de ventes, donc moins de bénéfices, donc les cours de Bourse s'ajustent à la baisse.

2/ Comme il est fort probable que la baisse de l'euro se poursuive et donc l'appréciation du franc suisse, les investisseurs sortent des actions suisses et se reportent sur les actions européennes qui, elles, vont bénéficier de la baisse de l'euro donc plus de ventes, donc plus de bénéfices. Du coup, les investisseurs vendent la Suisse et achètent l'Europe, comme c'est le cas à la Bourse de Paris en forte hausse également portée par la baisse de l'euro face au dollar mais aussi par les promesses d'un QE important.

3/ Dans certains pays comme la Croatie et encore plus la Pologne, le jeu à la mode était de contracter des crédits en francs suisses et plus de 700 000 Polonais seraient dans ce cas. Avec une augmentation du coût réel de leur crédit de 20 % en une journée... cela va faire quelques dégâts, et il y a ce soir des milliers de gens ruinés ou en passe de l'être rapidement.

### **La vraie question : pourquoi ?**

Maintenant, revenons à notre véritable question de départ : pourquoi ? Pourquoi maintenant et pourquoi brutalement. En effet, si la BNS (la Banque nationale suisse) défend depuis 2011 le franc suisse pour l'empêcher de trop monter, rien n'empêchait les autorités monétaires suisses de le faire en plusieurs fois, en indiquant par exemple que l'on défendrait non plus la limite des 1,20, mais désormais la limite des 1,15, puis deux semaines plus tard la limite des 1,05... Cela aurait permis de faire les choses un peu plus progressivement et là, la violence de l'annonce de la BNS a véritablement surpris tout le monde. C'est un peu une annonce en mode « panique », or rien ne justifie une sortie de cette politique monétaire de la BNS en mode panique... Sauf quelque chose dont on n'a pas encore conscience mais dont la BNS a parfaitement connaissance...

### 1/ L'hypothèse du méga QE européen...

Alors que je n'y crois toujours pas et que les obstacles juridiques ne sont toujours pas levés, il est évident que si la BCE annonce un QE de 2 000 milliards d'euros, l'euro va encore chuter face aux autres monnaies et dans ce cas, la défense de la limite des 1,20 par la BNS serait intenable... Dans un tel scénario, la BNS préfère en panique abandonner tout de suite cette défense car la semaine prochaine c'est encore 20 % de hausse du franc suisse qu'il faudra absorber si la BCE injecte de tels montants de nouvelle monnaie. Mais pourquoi le ferait-elle ? Rien en Allemagne ne laisse présager un tel changement de vision économique. Si nos amis Allemands pourraient se laisser convaincre par un mini-QE compris entre 300 et 500 milliards d'euros, je ne vois pas pourquoi après huit années de serrage de boulons ils ouvriraient les vannes de façon illimitée.

Pourtant, à en croire les différents analystes, cette hypothèse est la plus crédible.

### 2/ L'hypothèse de la faillite de la BNS...

Presque impossible. Certes, c'est bien la Suisse qui a le record de la taille de bilan de sa banque centrale versus son PIB devant le Japon et les USA... Mais la BNS n'est pas en situation de faillite, loin de là, et elle dispose largement du temps de voir venir les choses. Elle aurait donc pu anticiper de tels problèmes et sortir progressivement de sa politique. Cette hypothèse n'est retenue par personne et par moi non plus.

3/ L'hypothèse d'une refonte de la zone euro avec la sortie d'un membre majeur comme l'Allemagne ou la France. Cela pourrait expliquer une telle envolée du franc suisse et une décision presque en urgence de la BNS, le tout sur fond de guerre contre le terrorisme que la France va bien devoir financer et pour ce faire, notre pays devra s'affranchir des règles budgétaires européennes avec ou sans l'accord de nos partenaires... Pourtant, cela ne semble pas d'actualité au moment où j'écris ces lignes et Angela Merkel a déclaré aujourd'hui que « il n'y a pas de sécurité en Allemagne si elle n'est pas garantie en France. Les destins de nos deux nations sont inséparables ». En disant cela, la chancelière allemande accepte de facto que notre pays ne respectera pas ses objectifs de maîtrise de déficits mais à circonstances exceptionnelles, dépenses exceptionnelles, et Merkel préfère voir la France se fatiguer à faire la guerre pour l'Europe que de devoir fatiguer son pays à le

faire.

4/ L'hypothèse la plus simple est sans doute la plus crédible... à savoir que dans un monde de changes flottants, imposer une limite de fluctuation est absurde et toujours voué à l'échec à terme. Tout simplement. La Banque nationale suisse anticipe une baisse prolongée de l'euro et une augmentation du dollar sur fond d'inquiétudes aussi bien économiques que sociales pour l'Europe, la zone euro et la France en particulier.

Si l'euro poursuit sa baisse, défendre la parité fixée relève de la gageure. La question qui se pose à la BNS est alors de connaître la meilleure façon de sortir de sa politique. Progressivement ? Cela n'était sans doute pas possible et n'aurait fait gagner au mieux qu'une ou deux semaines au maximum et aurait coûté sans doute très cher pour rien du tout.

Il n'y aura sans doute pas de QE massif de la part de la BCE pour la simple et bonne raison que la baisse de l'euro, principal objectif d'une telle mesure, est déjà acquise dans les faits et que l'argent qui sera injecté ne va créer de croissance ou à la marge, il y aura donc un mini-QE qui décevra les marchés. Dès lors, le franc suisse devrait baisser un peu et l'euro s'apprécier légèrement dans les semaines qui viennent, encore plus si rien n'était annoncé. C'est donc finalement un mouvement très violent auquel nous assistons, mais il ne devrait pas durer très longtemps et les excès devraient s'estomper.

Pour le moment, rien ne laisse donc présager que cette décision de la BNS, aussi surprenante soit-elle, cache un événement de grande ampleur à venir.

Néanmoins, cela démontre parfaitement qu'au bout du compte les banques centrales sont impuissantes face aux forces des marchés et à la puissance des fondamentaux économiques qui finissent toujours par retrouver les positions d'équilibre naturel.

Cela veut dire que l'euro qui n'est pas tenable ne tiendra pas.

Cela veut dire que l'or, dont le cours est coiffé depuis des années, finira par s'envoler comme il doit naturellement le faire.

Cela veut dire que des États surendettés sans croissance finiront par faire faillite, que des épargnants seront ruinés et c'est une évidence.

Cela veut dire que la FED aux USA finira par devoir admettre que les taux ne peuvent pas monter et que l'économie US à la croissance anémique n'est pas

en bonne santé.

Cela veut dire que les mensonges économiques finissent toujours par se fracasser plus ou moins douloureusement sur le mur de la réalité et que plus on attend ou que plus le mensonge dure, plus l'impact est violent.

Et tout cela ce n'est pas faute de vous le répéter depuis des années. Tout n'est qu'une question de temps avant que l'économie ne retrouve son équilibre naturel et la tricherie ne dure toujours qu'un temps.

Pour être encore plus clair, si la banque centrale Suisse n'avait pas décidé en 2011 de « geler » le cours de change de l'euro face à sa monnaie il n'y aurait pas eu de krach aujourd'hui en 2015 et pendant ces années le cours de change se serait adapté progressivement. Le krach actuel est donc la conséquence directe de décisions monétaires illusoires prise il y a presque 5 ans... des conséquences à méditer lourdement pour votre gestion patrimoniale.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

### **Franc suisse : des collectivités françaises en faillite ?**

C'est un article de *La Tribune* qui revient sur les emprunts toxiques dont sont bardés nos collectivités locales qui ont eu la bonne idée de faire des emprunts avec vos impôts indexés sur des monnaies comme le franc suisse, histoire de pouvoir payer moins cher tant que tout se passe bien. Le petit problème c'est qu'en une toute petite journée, ces crédits vont coûter 20 % plus cher à nos collectivités qui iront se plaindre qu'elles ont été flouées... Pourtant, aucun maire n'a souscrit ce genre d'emprunt pour acheter sa maison... Comme quoi, on nous prend vraiment pour des jambons...

Charles SANNAT

« Cela ne pouvait pas tomber au plus mauvais moment pour les collectivités locales françaises. La hausse du franc suisse ce jeudi, qui s'est stabilisé au moment de la rédaction de cet article à 1,04 franc suisse l'euro, pourrait avoir des conséquences dramatiques pour celles qui ont souscrit des emprunts – très répandus durant les années 2000 – dont le taux d'intérêt est indexé sur l'évolution de la parité euro/franc suisse.

En effet, à chaque fois que le franc suisse s'envole, les collectivités concernées voient le taux d'intérêt annuel qu'elles paient sur leur emprunt croître, voire bondir comme cela risque d'être le cas dans les prochains mois.

La faute à une vieille croyance de banquiers d'avant crise de 2008 qui disait que rien ne pourrait atteindre la stabilité de la sacro-sainte parité euro/franc suisse. Ils n'avaient en rien anticipé que les marchés financiers considéraient le franc suisse comme valeur refuge par excellence à chaque période d'incertitude, le faisant s'apprécier.

### **L'ardoise risque d'être salée pour les collectivités**

Ce cas de figure est donc à nouveau en train de se produire et les collectivités risquent, encore une fois, d'en payer les frais. Mais ce coup-ci, l'ardoise risque d'être très (trop ?) salée pour certaines d'entre elles. En effet, dans les pires des cas, c'est-à-dire pour celles qui ont été contraintes de souscrire ces prêts dits « toxiques » entre 2007 et 2009 à l'époque où l'euro était au plus haut par rapport au franc suisse – la devise helvétique est montée à cette époque jusqu'à 1,66 franc suisse l'euro –, les taux d'intérêt des emprunts pourraient s'élever à... un quart du capital restant dû. »

[Lire la suite directement sur le site de \*La Tribune\* ici](#)

### **Mauvaise passe pour les banques US. Citigroup : profits plombés par des charges juridiques**

« La banque américaine Citigroup (CIT) a déçu les attentes de Wall Street jeudi, avec une fonte de ses bénéfices en 2014, invoquant de lourdes charges juridiques et un recul plus fort qu'attendu de ses recettes dans le courtage.

Sur l'année, le bénéfice net a chuté de 46,7 % sur un an à 7,3 milliards de dollars, selon un communiqué de la banque.

Sur le dernier trimestre, le bénéfice net a été divisé par plus de sept sur un an à 350 millions de dollars, en raison d'une charge juridique de 3,5 milliards de dollars. »

Ou encore : « Citigroup devient la quatrième grande banque américaine après JPMorgan Chase, Wells Fargo et Bank of America à décevoir les marchés. Les banques d'affaires Goldman Sachs et Morgan Stanley n'ont pas encore publié leurs résultats. »

C'est sûr que la reprise américaine est véritablement ébouriffante, comme il est encore plus sûr qu'avec un pétrole qui s'effondre tout se passera bien, comme il est encore plus sûr qu'avec moins d'argent gratuit mis à disposition

des banques tout ira encore mieux... Évidemment ce commentaire est ironique et les profits des banques US sont intimement liés à la « gentillesse » de la FED qui a su inonder les banquiers aux frais des citoyens d'argent gratuit et imprimé à volonté...

Il va falloir un QE4...

Charles SANNAT

### **La Russie est en mesure de surmonter les difficultés économiques, selon Medvedev**

Je pense effectivement, comme j'avais essayé de le démontrer chiffres à l'appui dans un édito, que l'économie russe est bien plus solide que ce que l'on peut penser à « l'ouest », et que la Russie surmontera cette crise financière. Il est peu probable que les prix du pétrole restent durablement bas et ils devraient finir par remonter.

Charles SANNAT

### **Le Forum de Davos cherche des solutions aux défis du monde d'aujourd'hui**

Je ne suis pas persuadé que nos grands mamamouchis ne créent pas plus de problèmes qu'ils ne sont capables d'en résoudre pour notre plus grand malheur à tous. Je pense comme Chouard que, pour une certaine élite, les choses vont très bien et que tout se passe très bien, c'est pour les peuples du monde entier que les choses deviennent de plus en plus difficiles.

Charles SANNAT

### **Contre l'abus et la répression de la liberté d'expression**

Je suis pour une liberté d'expression totale même si cela dérange ou même parfois dégoûte, tel n'est pas le problème. Une liberté d'expression limitée n'est plus une liberté, la liberté cela ne se découpe pas en tranche ni ne se limite (en tout cas pour les paroles, pour les actes c'est évidemment très différent, de même que pour des incitations à la violence). C'est évidemment un débat qui va nous agiter très fortement dans les mois qui viennent et nous aurons l'occasion, je n'en doute pas, d'en parler hélas régulièrement.

Charles SANNAT



# Comment le crédit a perverti le dollar, l'épargne... et tout le reste

16 jan 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous avons promis hier de revenir à des sujets plus traditionnels — c'est-à-dire à l'argent. Alors allons-y.

L'argent change de mains dans un monde où se trouvent des économistes, des banques centrales, des journaux et la télévision. Ce que les gens croient au sujet de l'argent, ce qu'ils entendent et voient, affecte leur manière de penser à ce qu'il y a dans leurs poches et ce qu'ils en font.

Nous avons décrit jusqu'où la machine à crédit post-1971 s'étend : jusque dans les réunions éditoriales d'un journal satirique parisien. Des islamistes, radicalisés par les guerres au Proche-Orient financées à crédit par le Pentagone, ont assassiné des dessinateurs français.

Nous lisons notre courrier. De nombreux lecteurs sont sceptiques. Rejetons-nous tous les maux du monde sur le système monétaire ? Non, répondons-nous... pas tous. Mais les maux monétaires du moment ? Oui... tous ou presque sont le fruit de la grande bulle du crédit.

Nous n'avons pas de conseils utiles concernant la majeure partie du malaise mondial. Il y aura toujours des meurtriers et des fanatiques. Il y aura toujours des booms et des krachs. Il y aura toujours de la stupidité, de la corruption et des démocrates. De la mauvaise musique. Du vin imbuvable. De l'architecture laide. Une fois lancé sur les problèmes planétaires, comment savoir où nous arrêter !

Quant à la majeure partie de ce qui se passe sur la planète Terre — ou même dans notre propre foyer —, nous n'en savons pas grand-chose... et en

**Le système monétaire créé après 1971 — le système dans lequel l'argent lui-même est devenu un concept brumeux tandis que le dollar est devenu une reconnaissance de dette envers des entités inconnues — est une fraude**

comprenons encore moins. Mais nous avons observé, étudié et analysé le système monétaire mondial depuis maintes années. Lui non plus ne sera jamais entièrement compris par l'esprit humain, mais certaines parties deviennent claire... comme les contours d'une île dans le brouillard... que nous pouvons discerner, tout juste.

▪ **Capital et argent sont factices**

Notre travail consiste à vous dire ce que nous

voyons. Et ce que nous voyons, c'est un désastre qui s'approche. Le système monétaire créé après 1971 — le système dans lequel l'argent lui-même est devenu un concept brumeux tandis que le dollar est devenu une reconnaissance de dette envers des entités inconnues — est une fraude. Le dollar n'est pas de l'argent authentique. Il ne représente pas de travail, d'épargne ou de richesse authentiques. Il peut être fabriqué à volonté par des fonctionnaires. Autant qu'ils en veulent.

Le "capital" est lui aussi contrefait — souvent, il n'a pas de vraies ressources pour le soutenir. Ce n'est rien d'autre que des morceaux de papier vert, ou pire : des fantômes d'électrons défilant dans l'espace.

Et qu'en est-il de l'épargnant ? Il doit se trouver idiot. Qu'obtient-il en l'échange de sa discipline... de sa persévérance... de sa volonté d'oublier la satisfaction immédiate pour recevoir des rendements plus élevés plus tard ? Rien du tout.

Là aussi, c'est le produit de la bulle du crédit. Les travailleurs, les épargnants et les investisseurs honnêtes sont considérés comme des pigeons. Les travailleurs gagnent moins qu'avant le début de la crise de 2008. Et ils sont moins nombreux. 16 millions d'adultes sont venus grossir la population américaine ces cinq dernières années. Le nombre d'emplois, dans le même temps, a chuté de deux millions.

Pourtant, le dollar papier — qui ne s'appuie sur rien et qui est la fondation de notre économie mondiale tout entière — voit son prix grimper. A peine croyable. Ces nouveaux dollars se glissent dans toute la structure du monde matériel comme du kudzu le long d'une voie ferrée. Et à présent, ils étranglent tout.

Mais nous sommes en train de délirer, de divaguer et de battre la campagne, non ?

***Il ne s'est pas passé grand-chose, ces 30 ou 40 dernières années, qui ne soit pas d'une manière ou d'une autre perverti... ou au moins affecté... par cet étrange nouveau système***

Non... nous arrivons à une idée importante... qui nous donne le vertige.

▪ **Le crédit change tout**

Il ne s'est pas passé grand-chose, ces 30 ou 40 dernières années, qui ne soit pas d'une manière ou d'une autre perverti... ou au moins affecté... par cet étrange nouveau système. On a acheté une maison ?

On a profité du crédit offert par cette nouvelle devise. Pourquoi cette maison était-elle disponible à ce prix ? Parce que le système tout entier fonctionnait avec ce nouveau crédit. Et d'où provenait l'argent pour l'acheter ? Ne provenait-il pas lui aussi de l'économie financée à crédit ?

Ou peut-être devrions-nous parler politique ? Autrefois, nous avons travaillé avec le conservateur Grover Norquist (il y a bien longtemps), pour tenter de contenir le gouvernement. Nous avons commencé par poursuivre le gouvernement US en justice au nom des enfants, au motif qu'il était anti-constitutionnel de lier des jeunes personnes à une dette qu'ils n'avaient pas contractée et dont ils ne profiteraient pas. Cette demande a été rejetée.

Nous avons ensuite tenté de faire passer un amendement constitutionnel exigeant que l'on équilibre les budgets fédéraux. Ce qui fut près de passer... mais lorsque Ronald Reagan fut élu président, nos partisans s'évaporèrent peu à peu. Un amendement n'était plus nécessaire, pensaient-ils ; ils avaient leur homme à la Maison Blanche.

Lorsque cela échoua, Grover inventa "le Serment" : les aspirants au Congrès US signaient une promesse selon laquelle ils ne voteraient pas d'augmentation d'impôts. Grover pensait qu'en lui refusant des recettes fiscales, on limiterait le gouvernement. Mais il n'avait pas compté sur la bulle du crédit ; elle fit grimper les revenus et les plus-values, augmentant les recettes fiscales. Et elle permit aux autorités d'emprunter à bas coût, rendant les augmentations d'impôt moins importantes. Ni Barack Obama ni George W. Bush n'ont eu besoin d'augmenter les impôts pour financer leurs guerres au Moyen-Orient ; ils ont pu emprunter !

L'argent facile a refait l'intégralité de la planète à son image. Quel tableau !

## **555 trillions de raisons pour lesquelles les taux ne seront pas normalisés**



**Phoenix Capital**  
**Gains, Pains and Capital**

**Publié le 16 janvier 2015**

La plus importante question que se posent aujourd'hui les investisseurs est de savoir si les taux grimperont en 2015.

Cette question repose sur le mauvais aspect du problème : l'économie. Elle

devrait en effet reposer sur le véritable problème : la bulle sur les obligations. La Fed pourrait faire grimper les taux d'intérêt cette année, mais cette hausse, si elle survient, ne sera que symbolique. Avec plus de 100 trillions de dollars d'obligations et plus de 555 trillions de dollars de produits dérivés basés sur les taux d'intérêt, la Fed n'est pas prête de normaliser les taux.

L'ancien gouverneur de la Fed, Ben Bernanke, l'a lui-même admis derrière porte close l'année dernière à l'occasion d'un déjeuner avec un certain nombre de gestionnaires de hedge funds. Ses mots exacts auraient été que les taux d'intérêt ne seraient pas normalisés de son vivant.

La Fed pourrait bien faire passer les taux de 0,25 à disons 0,3%, voire même 0,5%. Mais pas plus.

La raison en est simple... une normalisation des taux ferait imploser le marché des obligations.

Le fait est qu'une grande partie des pays du monde, notamment l'Occident développé, sont dans la dette jusqu'au cou. Et cette affirmation n'est basée que sur la dette officielle. Si nous y ajoutons les passifs non-capitalisés, alors les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et même la Chine présentent un rapport dette – PIB de plus de 300%.

Aux Etats-Unis, une hausse de 1% des taux d'intérêt signifierait plus de 100 milliards de dollars de paiements d'intérêts supplémentaires. Les Etats-Unis sont déjà en déficit (ce qui signifie qu'ils dépensent plus que ce qu'ils ne tirent de recettes fiscales) depuis vingt ans.

Bien entendu, ce déficit pourrait gonfler pour permettre au remboursement d'intérêts accrus, mais puisque les Etats-Unis ont déjà à générer de la nouvelle dette pour rembourser la plus ancienne, c'est une solution qui n'en finit plus. Les Etats-Unis ont émis plus d'un trillion de dollars de nouvelle dette en seulement huit semaines juste pour cette raison.

Voici ce que nous savons :

- 1) Les obligations sont la plus grosse bulle de l'Histoire, et éclipsent même la bulle sur l'immobilier du milieu des années 2000.
- 2) Cette bulle englobe également la bulle sur les politiques des banques centrales. Chaque politique établie par les banques centrales a pour objectif de maintenir en place la bulle sur les obligations et les banques too big to fail

qui sont le plus exposées aux produits dérivés.

3) Lorsque la bulle sur les obligations éclatera, des nations entières feront faillite, ainsi que leurs banques centrales. Draghi, Yellen, Kuroda et compagnie feront tout en leur pouvoir pour que cela ne se produise pas, peu importe quel en sera le coût pour les citoyens ordinaires.

4) Les taux ne commenceront à augmenter significativement qu'après que la bulle sur les obligations aura éclaté. Nous pourrons voir des hausses symboliques ici et là, mais avec plus de 555 trillions de dollars de produits dérivés basés sur les taux d'intérêt, vous pouvez être certain que nous n'assisterons jamais à une hausse brutale des taux.

5) Cette bulle, comme toutes les autres, finira par éclater, peu importe ce que feront les banques centrales. Et lorsqu'elle le fera, le monde de la finance tout entier sera perçu pour ce qu'il est : un système qui repose uniquement sur l'idée que les banques centrales puissent le contrôler.

## [Le cygne noir du franc suisse devenu flottant: un séisme ressenti dans le monde entier.. y compris en Pologne](#)

par Audrey Duperron · 16 janv. 2015 [Express.be](#)

A la surprise générale, la Banque Nationale Suisse (BNS) a annoncé brutalement hier la fin du cours plancher de l'euro par rapport au franc qui avait été mis en place en septembre 2011. Depuis cette époque, [la BNS imprimait de la monnaie qu'elle revendait sur le marché des devises contre des dollars ou des euros](#) pour éviter que la parité de l'euro par rapport au franc suisse ne dépasse 1,20 franc.

« Le cours plancher de l'euro par rapport au franc doit rester le pilier de notre politique monétaire », avait encore déclaré [lundi dernier Jean-Pierre Danthine, le vice-président de la BNS](#).

Mais ces derniers temps, l'euro avait décroché par rapport au dollar, en raison notamment des incertitudes liées aux élections grecques du 25 janvier prochain, au terme desquelles le parti d'extrême gauche SYRIZA, qui souhaite mettre fin à la politique d'austérité imposée au pays, pourrait accéder au pouvoir. Les marchés redoutent que le refus potentiel du nouveau gouvernement grec de se conformer aux règles du plan de sauvetage, et sa volonté de réclamer une restructuration des dettes du pays, ne provoquent un

« Grexit », une sortie de la Grèce de l'euro, ce qui pourrait menacer l'existence même de la monnaie unique. Les investisseurs qui avaient acheté des euros les ont donc échangés contre des francs suisses, entre autres, imposant de fortes tensions à la hausse sur la monnaie suisse. Il était de plus en plus difficile pour la BNS de maintenir le cours plancher de 1,20 franc suisse contre l'euro.

Le franc suisse est donc devenu flottant hier à 10h30 précises, ce qui a déclenché une « onde de choc », un « tsunami », ou un « séisme », selon les analystes. Dans les heures qui ont suivi, le cours du Franc suisse par rapport à l'euro a gagné 40%, mais l'appréciation finale de la monnaie helvétique a finalement atteint 14%. La bourse suisse a plongé de près de 10%.

Dans la foulée la BNS a également annoncé qu'elle allait abaisser son taux d'intérêt (négatif) pour le porter à -0,75%. « On parlait de guerre de changes. Il va falloir parler aussi de guerre de taux. Les pays développés sont entrés dans une course aux taux négatifs pour éviter la déflation. Le Japon, l'Allemagne, la Suisse, et ce n'est pas terminé. La Suisse a voulu agir avant la Banque Centrale Européenne jeudi prochain », [analyse Marc Fiorentino de MonFinancier.com](#). « En moins d'un an, c'est le deuxième black Swan après l'effondrement du pétrole », observe-t-il. [Un cygne noir \(« black swan »\) est un évènement qui satisfait trois caractéristiques](#) : il est rare, son impact est extrême, et il est rétrospectivement prédictible, alors qu'il ne l'était pas au moment de sa survenance.

Il explique que les investisseurs qui ont parié sur la stabilité du Franc suisse sont légion, et que certains vont perdre des fortunes dans les prochains jours. [Bloomberg a en effet déjà rapporté que les clients de courtiers de change ont perdu des centaines de millions de dollars](#) après l'appréciation surprise de la monnaie helvétique. Global Brokers NZ Ltd., un courtier néo-zélandais, a même indiqué que le déficit correspondant l'obligeait à déposer son bilan. FXCM Inc., le plus gros courtier de change en Asie et aux Etats-Unis, rapporte que ses pertes approchent les 200 millions d'euros. IG Group Holdings Plc estime que les siennes se montent à environ 40 millions d'euros, tandis que Swissquote Group Holdings SA rapporte avoir perdu près de 25 millions d'euros.

La hausse du cours du franc suisse est aussi une catastrophe pour les exportateurs suisses, et en particulier les entreprises de l'horlogerie qui

étaient déjà confrontées à la concurrence de nouveaux arrivants tels qu'Apple sur leur marché.

Le site Vox indique que l'appréciation du franc suisse est aussi dommageable pour de nombreux citoyens dans le monde qui avaient pris l'habitude d'emprunter dans cette monnaie en raison des très faibles taux d'intérêt du pays. C'est en particulier le cas de certains britanniques fortunés, mais cette pratique est également très répandue en Europe de l'Est.

Ainsi, 46% des emprunts hypothécaires polonais sont exprimés en francs suisses. Les propriétaires polonais qui ont donc emprunté en francs suisses vont voir le montant de leur crédit immobilier converti en zlotys s'apprécier, et dans certains cas, le montant correspondant pourra dépasser la valeur de leur bien immobilier.

## En quelques jours la Russie a racheté presque tous ses actifs gaziers et pétroliers pour trois fois rien

15 janvier, 2015

Posté par Ender , Les Moutons enragés



En quelques jours la Russie a racheté pour trois fois rien presque tous ses actifs gaziers et pétroliers détenus par des financiers. La chute du rouble ainsi que les bruits qui ont couru que la Banque Centrale de la Russie n'avait pas de moyens pour le consolider ce qui allait provoquer aussi la dévalorisation des actions, y ont grandement contribué. C'est ce qu'a annoncé début janvier la chaîne RT en citant comme source le portail d'information "InSerbia".

“La Russie a fait un coup de “mat à l'étouffé”, – écrit la source.



Grâce à la chute du rouble, Moscou a réussi à récupérer la plupart de ses actifs en possession chez des détenteurs étrangers, et en plus gagner 20 milliards de dollars seulement en quelques jours”.

Il est connu qu’auparavant, quasi la moitié des revenus de la vente du gaz et du pétrole allait non pas au Trésor public russe, mais chez des requins de la finance occidentaux. Avec la crise ukrainienne, le rouble s’est mis à baisser, suite à ça, les indices des actions des compagnies énergétiques russes se sont mis à chuter, eux aussi. Les gros bonnets financier occidentaux on paniqué et se sont mis à les écouler, tant qu’elles avaient encore de la valeur.

« Poutine a laissé les choses venir pendant une semaine ne faisant que sourire lors de la conférence de presse, et lorsque les indices se sont retrouvés au plus bas, il a donné l’ordre de racheter immédiatement les actifs détenus par les européens et les Américains. Lorsque les gros bonnets financiers se sont rendus compte d’avoir été bernés, il était déjà beaucoup trop tard. A présent tous les revenus de la vente du gaz et du pétrole resteront en Russie, le rouble va se consolider de lui-même sans qu’on ait à dépenser les réserves de change”.

“Les requins financiers européens sont restés le bec dans l’eau : en quelques minutes la Russie a racheté pour trois fois rien les actifs gaziers et pétroliers qui valent des milliards. On n’a jamais vu une opération aussi époustouflante depuis la création la bourse de valeurs”, – a conclu “InSerbia ».

Source : [Novorossia Today](#)

## **En quoi investir (un peu ou bientôt) ?**

*Posté le 16 janvier 2015 par Bruno Colmant*

L'affaire du franc suisse est un avertissement.

Mais la véritable question est la suivante : que va-t-il se passer avec les autres devises, et en particulier l'euro et le dollar ?

Au bord d'un possible assouplissement quantitatif, la BCE voit l'euro

s'affaïsser par rapport au dollar. Les américains aident l'Europe qui tombe en déflation.

Mais les américains ont toujours utilisé l'arme de la dépréciation structurelle de leur monnaie afin qu'elle reste concurrentielle sans inflation excessive.

Les américains accepteront donc un dollar fort jusqu'à un certain point, mais pas très longtemps. Ce qui est contradictoire, c'est que les américains vont probablement augmenter leurs taux d'intérêt... ce qui entraînera un renchérissement du dollar. Ils pourraient ne pas le faire mais alors au risque de créer des bulles d'actifs.

Et en quoi investir ?

Quand la BCE mettra en œuvre son assouplissement quantitatif avec des taux d'intérêt proches de zéro partout, ni les actions américaines, ni les actions européennes ne porteront plus de potentiel bénéficiaire lié au cours de change ou au taux d'intérêt.

Tout dépendra de la force de la croissance américaine.

Les actions américaines restent, à mes yeux, privilégiées. Les actions permettent d'épouser le progrès humain.

Pour certains, la protection du capital sera peut-être, à court terme, dans l'or ou les obligations d'Etat.

Comme dans les années septante, après le sabordage de Bretton Woods.

Drôle de retournement de l'histoire.

## **Un événement majeur : les grands financiers suisses lâchent l'euro... et Christine Lagarde !**

par Le Yéti - Brèves de Yéti 16 janvier 2015



*Christine Lagarde (FMI) : « Surprenant, les Suisses ne m'ont pas prévenue. »*

Alors que les effluves enflammées de l'affaire Charlie n'étaient pas encore

retombées, il s'est passé jeudi 15 un événement capital pour le dénouement de la Grande crise en cours : **la Banque nationale suisse (BNS) a décidé unilatéralement de découpler le cours du franc suisse de celui de l'euro.**

Toujours neutre, mais neutre à demi, la Suisse, avec sa prudence légendaire, était jusqu'à présent restée à l'écart de la zone euro... tout en couplant son franc helvète avec la monnaie unique de ses voisins : 1 euro = 1,20 CHF minimum, qu'il fasse beau ou venteux.

Eh bien, c'est fini depuis jeudi. La BNS a annoncé brutalement sa décision de larguer les amarres avec une monnaie unique de plus en plus douteuse pour des grands financiers qui se respectent. Pire, si l'on en croit sa présidente (Christine Lagarde), ils ont eu le toupet de ne même pas en aviser d'avance le FMI :

« Cette décision est venue par surprise. Jordan [Thomas Jordan, président de la BNS, ndlr] ne m'a pas contactée avant. Je trouve ça un peu surprenant. »

Sanctions immédiates : jeudi l'euro a immédiatement perdu 30% de sa valeur par rapport au franc suisse et s'est retrouvé à un plus bas de 11 ans avec le dollar. Une course folle aux liquidités s'est lancée, provoquant un krach de -8,67% à la Bourse suisse (les investisseurs préférant lâcher leurs actions pour une devise nationale en forte hausse) et un début de bank-run spectaculaire dans certaines banques grecques qui n'avaient guère besoin de cela.

Voilà qui ne va pas manquer pas d'avoir très vite des conséquences désastreuses pour le rafioteur déjà bien mal en point de l'Union européenne. Quand ça ne veut pas aller, ça ne veut pas aller. Voyez pas que Syriza l'emporte le 25 janvier qui vient !

## **Franc suisse : Est-ce à nous de régler la note de ceux qui recherchent « une bonne affaire » et ne la trouvent pas ?**

*16 janvier 2015 par Paul Jorion par Michel Leis*

A la marge de l'importante variation du cours du franc suisse liée à la décision de la banque centrale helvétique de supprimer son taux plancher face à l'Euro, on apprend qu'un certain nombre de crédits immobiliers en Pologne (entre 20 et 40% selon les sources) sont rédigés en Francs Suisses

ou indexés sur le cours du Franc Suisse. C'est probablement la partie émergée de l'iceberg, je soupçonne que d'autres pays sont aussi impactés, en particulier dans les anciens pays du bloc de l'Est.

De deux choses l'une :

Ou ces personnes qui ont souscrit ces crédits l'ont fait en connaissance de cause, faisant ainsi un pari sur l'avenir. On voit aujourd'hui les conséquences et c'est une piqûre de rappel de plus : ces paris sont une forme de spéculation qui devrait être interdite, comme toute spéculation.

Ou ces personnes ont souscrits un crédit sur la base d'un argumentaire soigneusement préparée par les banques dans lequel les clients ont vu leur intérêt immédiat sans être en mesure d'apprécier les implications d'un tel engagement. En ce cas, on ne peut parler de consentement éclairé qui devrait être la base de tout contrat.

Comme d'habitude, les banques qui détiennent de tels crédits vont constater des défauts de paiement, ce qui veut dire pour les individus des saisies et autres expulsions, alors que pour beaucoup, il s'agissait juste de se mettre en sécurité (l'une des principales motivations des individus dans l'achat immobilier). Si le phénomène devait prendre de l'ampleur, il est probable que l'on fera appel à la « solidarité » nationale pour socialiser les pertes et accroître encore la dette des Etats, sommés de mettre la main au portefeuille au nom du risque systémique.

Il me semble que si l'Europe prenait réellement ses responsabilités, les crédits rédigés en devises étrangères pour l'achat de biens sur le territoire national devraient être interdits avec effet immédiat. L'encours pour les crédits déjà souscrits devrait être converti en monnaie locale en retenant le cours des changes en vigueur à la souscription du crédit. Les pertes seraient constatées immédiatement par les banques sans pour autant déclencher une cascade de drames humains.

Il est difficile de savoir si les individus qui ont souscrit de tels crédits l'ont fait de manière éclairée, mais ils ont en tous les cas cherchés à réaliser une bonne affaire. Cette recherche permanente, au nom du droit des consommateurs, encouragée sans relâche par Bruxelles n'est pas forcément une démarche très citoyenne. Elle permet aux entreprises dominantes de multiplier les occasions de faire du profit, grâce à une créativité sans borne et

un accès sans limite aux marchés internationaux. Une contribution volontaire et obligatoire (mais raisonnable) de ces citoyens pourrait servir de leçon : la recherche à tout prix de bonnes affaires se fait souvent au détriment d'autrui.

L'Europe n'est pas l'Islande. Au nom de la libre circulation des hommes et des capitaux (surtout des capitaux), de telles pratiques ne seront pas interdites. Dans le discours de darwinisme social généralisé qui prévaut en Europe, il est normal que ceux qui ont commis des erreurs soient pénalisés... Du moins tant que ce sont des citoyens isolés...

## **La BNS pète un câble**

**Chronique matinale par Thomas Veillet - jan 16, 2015, Suisse**

Cela fait bientôt 9 ans je rédige ce commentaire tous les matins sans coup férir (et gratuitement), dix ans que je parle du marché américain, de l'Europe et des fois, très occasionnellement de la Suisse, du SMI. Pas parce que ça ne m'intéresse pas, mais plus pour donner une approche globale des marchés financiers, pour donner une vision générale de ce qui s'y passe et non pour parler du microcosme des actions suisses, des 20 Blue Chips qui composent le SMI. Et puis pour être franc, vu de Wall Street tout le monde se fiche pas mal de ce qui peut bien se passer en Suisse.

Enfin, jusqu'à hier.

Hier, et vous devez le savoir si vous n'êtes pas sur une île déserte, Monsieur Thomas Jordan, Calife de la BNS a donc décidé de laisser tomber son taux plancher à 1.20 contre Euro. À partir de là, il a créé un sacré bordel sur les marchés financiers, mais selon lui, ce genre de nouvelles « doivent » prendre les marchés par surprise. Alors au cas où il avait encore un doute, ça a super bien marché. Bain de sang instantané ou presque, à tel point que maintenant, tout le monde est en train de se demander si les conséquences post-traumatiques ne seront pas pires que la journée d'hier.

Je ne vais donc pas vous refaire le dessin de la séance d'hier sur 4 pages, mais disons qu'à 10h28, nous avons appris que la BNS laissait tomber le PEG, comme ils l'avaient nommé et dans la demi-heure qui suivait c'était un massacre en ligne, l'Euro/Suisse passait de 1.20 à 0.85 et le \$/suisse allait jusqu'à 0.74 (en théorie) parce qu'à ces niveaux, personne n'a pu acheter quoi que ce soit – vendre peut-être – mais acheter en tous cas pas... Etonnant tout de même comme on nous vend ces « bourse électroniques » comme étant l'avenir de l'homme et qu'à la moindre tension de marché, nos vaillants amis

les ordinateurs disjonctent et son incapable de remplir leur tâche. Visiblement l'homme est sujet au burn-out de plus en plus, mais l'ordinateur, lui, est sujet au burn-out de plus en plus vite.

Pour faire simple on a fait 1.20 – 0.85 – et plus ou moins 1.01 où nous sommes maintenant. Un joli tour de grand-huit, l'estomac plein et pas attaché du tout....

Evidemment que dans la foulée, on s'est attaqué violemment aux actions suisses. Parce que, forcément, comme la plupart font du business avec l'étranger, ça va faire mal, puisque les prix des produits suisses viennent quasiment de prendre 20%. Autant vous dire que le parisien qui comptait venir passer des vacances à Verbier cet hiver, il va y réfléchir à deux fois avant de venir. Pour faire simple ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'économie et ça ne va pas renforcer la compétitivité des entreprises suisses, même si M<sup>o</sup>ssieur Jordan dit que l'impact devrait être limité – comme lui-même n'a jamais géré d'entreprise exportatrice, on peut se demander ce qu'il en sait, mais bon, comme c'est le patron de la BNS, il a sûrement raison, même s'il se foutait de nous depuis des semaines en montrant son regard bovin dans les médias et en nous assurant que JAMAIS LE PLANCHER NE CEDERA – LA BNS MEURT MAIS NE SE REND PAS !!!!

Ben oui, finalement la BNS s'est rendue.

Le SMI s'est donc fait laminer, décimé, détruire, pulvériser, exterminer, piétiner. Nous avons fini la journée en baisse de près de 8% après avoir été à moins 14% à un certain moment, ce fut le bain de sang total... Nick Hayek a déclaré que c'était un tsunami pour l'économie suisse.

Le problème n'est pas tant le fait que la BNS supprime le plancher, c'est surtout la manière dont ça a été fait. Je sais bien que nos stars de la finance bernoise pensent que c'était nécessaire de prendre tout le monde par surprise, mais personnellement, je crois que c'était complètement idiot, ridicule, stupide et que ce fût une grosse connerie. Il ne faut pas me dire que de baisser le plancher de 1.2 à 1.15 pendant un mois puis de 1.15 à 1.10 pendant un autre mois, aurait changé quelque chose. Cela aurait réduit la volatilité, permis au marché des actions d'assimiler la nouvelle et de limiter la casse. Et puis surtout, venir mentir aux médias pendant des semaines en faisant les malins, c'est pathétique. Alors ooouuuuiiii, cette stratégie n'était plus tenable et le bilan de la BNS ne pouvait plus la supporter. Mais alors quoi ? La BNS

est un Hedge Fund qui a une vision à court du marché ? Ah ben, la réponse est contenue dans la question...

Au milieu de tout ce pataquès, la bonne nouvelle c'est qu'au moins nous aurons pu tester les systèmes de trading électroniques et se rendre compte que si on a tellement de problème alors qu'un cours de devise s'effondre, je vous laisse imaginer ce qui va se passer quand les machines qui font du trading automatique vont disjoncter et nous déclencher un flash-krach d'amplitude mondiale, mais ça c'est une autre histoire que je vous conterai une autre fois.

Bref, la BNS a pété un câble, l'Euro/Suisse s'est fait démonter (évidemment) le marché suisse aussi et le reste du monde a réagi de manière disparate. Et puis dorénavant les taux directeurs suisses seront à -0.75%... Vais peut-être aller fixer mon hypothèque pour 25 ans..

En Europe on a été un peu surpris par la décision de la BNS et l'ensemble des marchés se sont plantés de concert. Puis, rapidement après, les traders ont réfléchi. Méthodologie de base chez le trader : je tire d'abord et je réfléchis APRÈS. Donc après réflexion, on s'est dit que si la BNS faisait ça, c'est sûrement que Draghi avait envoyé un «SMS » à Jordan pour lui dire que jeudi prochain il allait lancer un QE de derrière les fagots qui allait faire tellement mal à son plancher qu'il avait intérêt à rendre les armes avant... Du coup, le move de la BNS était considéré comme un indicateur avancé du QE. Et hop, l'Europe a terminé en hausse. En forte hausse – en revanche, on a tellement anticipé le QE, que le jour où il va être annoncé, on va baisser « parce que c'était dans les prix »...

Les minières ont retrouvé des couleurs avec l'or qui teste la résistance des 1260\$, bien aidé par le meltdown des devises hier. En cassant les 1260 à la hausse, l'or s'ouvre la porte à des cieux bien plus cléments alors que la plupart de stratégies le voient à 800\$, ce qui renforce le scénario haussier.

Aux USA on a perçu l'annonce de la BNS de manière un peu plus dubitative. Tout d'abord on n'aime pas trop ce que ça fait au dollar, ensuite on se dit que cela pourrait être les prémices d'une spirale déflationniste (c'est un mot que l'on n'aime pas entendre, mais que l'on entend souvent ces derniers temps), sans compter que bien de voix s'élèvent pour dire que les conséquences à long terme du coup d'éclat de Jordan n'ont pas fini de se faire sentir. Du coup les marchés US n'avaient pas le moral et terminaient en baisse pour la cinquième séance consécutive. L'annonce de chiffres pas terribles pour



Schlumberger n'a pas aidé, sans compter qu'ils vont virer 9'000 personnes. Bon pour la compagnie, mauvais pour l'économie. On retiendra aussi les chiffres d'Intel qui étaient en-dessous des attentes, le titre perdait 2.5% hier soir after close.

Mais ce qu'il faut retenir d'hier, c'est que pour une fois, c'est le marché suisse qui fait les gros titres et pas forcément pour les bonnes raisons. Toujours est-il que maintenant il va falloir regarder devant, l'Euro/Suisse est à nouveau une monnaie qui peut bouger naturellement et Nestlé va continuer à vendre du chocolat et des Corn Flakes, Novartis va continuer à vendre des médicaments, tout comme Roche et Gébéril va continuer à vendre des WC pour évacuer le chocolat de chez Nestlé. Ça sera peut-être un peu moins facile, mais on peut supposer que nos grandes multinationales avaient aussi des protections au cas où la BNS était un ramassis de menteurs et que l'on ne pouvait pas leur faire confiance. Tout ça pour dire que la vie continue et que dorénavant plus personne ne pourra dire que les Suisses sont xénophobes, puisque l'on vient d'augmenter les salaires de 20% pour 280'000 frontaliers. Je me demande d'ailleurs si l'on n'est pas plutôt Swissophobes (merci Jean-Pierre).

Tiens, du coup on n'a même pas parlé du pétrole. Bon, en même temps c'est pas drôle, il ne baisse plus et semble tenter une consolidation sur la zone des 45\$. Ce matin il est à 46.74\$, en hausse de 1%.

En Asie, le Japon n'a pas aimé l'histoire de la Suisse et la baisse des USA, donc ce matin le Nikkei se prend 2% dans les dents. Hong Kong recule de 1% et la Chine s'en fiche et monte de près de 2%.

Dans les nouvelles du jour, je n'ai jamais vu autant de drapeaux suisses, de vaches, de trains et de montagnes enneigées dans les médias étrangers, tout ça pour symboliser la FED. En fait, après Federer, celui qui fait parler de la Suisse, c'est Thomas Jordan – sauf aux USA où ils ne comprennent pas, parce que pour eux, Jordan c'est un basketteur. En tous les cas, on parle de la Suisse, du Franc Suisse, de la BNS et du prix de l'immobilier en France voisine. On parle aussi de Madama Lagarde qui fait la gueule parce qu'« personne ne l'a prévenue de la décision de la BNS » et qu'elle n'a pas pu acheter des puts pour se payer des vacances.

Et le FT se demande : « Est-ce que l'annonce de la BNS ne pose pas un problème de crédibilité pour la Suisse ? » – la réponse est oui, mais ça ne

semble ne pas poser de problème à nos stars de la finance à nous.

L'amende de BP pour avoir détruit l'écosystème du Golfe du Mexique, pourrait être de 13.7 milliards, soit 4 milliards de moins que prévu. C'est les soldes. Le Barron's se demande si le Franc Suisse est encore un « safe haven » et propose 14 titres avec des hauts dividendes à l'achat. Ils reconnaissent aussi avoir raté leur année 2014 en termes de recommandations, trop d'investissements dans le pétrole (bon, pour leur défense, à l'époque c'était sûr, il ne pouvait pas baisser).

On notera aussi que la hausse du Franc Suisse met en danger certaines collectivités françaises qui ont des emprunts indexés sur la parité EURCHF. Elles pourraient devoir payer des intérêts annuels qui représentent 25% du capital, youpie. Et puis un Broker Néo-Zélandais a fait faillite suite à la décision de la BNS, le krach de l'Euro/Suisse a asséché les réserves de l'entreprise qui n'a plus d'autre choix que de fermer boutique. En 24 heures.

On pourrait encore tergiverser des heures sur les événements d'hier, mais il est temps de passer à autre chose. Ah oui, une dernière chose, si vous voulez acheter des actions suisses, épluchez les bilans et choisissez celles qui ont des expositions en Euro très faibles.

Côté chiffres économiques, il y aura le CPI allemand, les retails sales en Suisse, le Trade Balance espagnol, le CPI de la zone euro, le CPI aux USA, puis Capacity of Utilization, Industrial Production, Manufacturing Production, Michigan Consumer Sentiment et deux types de la FED qui parleront.

Pour le moment, tout est dans le rouge, les USA sont indiqués en baisse de 0.6% – il faut dire qu'il n'y a plus trop de support sur les indices américains et mis à part la volatilité qui monterait rapidement à 30%, il n'y a plus trop de monde pour éviter l'hémorragie. En Europe, le DAX est supposé ouvrir en baisse de 0.3%.

Pour le reste, l'Euro/\$ est à 1.1629, le \$/yen est à 116.61, le Bitcoin remonte à 210\$ et pour le 10 ans américain, nous sommes à 1.72% de rendement. ET PUIS l'Euro/Suisse est à 1.0177.

En ce qui concerne les chiffres du trimestre, un seul nom à retenir pour aujourd'hui : Goldman Sachs.

Voilà, comme disait une équipe de hockey ; ICI C'EST LA SUISSE !!!

Debleuuuu... Bon, je dois dire que ce matin, le sentiment est le même que lorsque Evelyne Widmer Schtroumpf a trucidé le secret bancaire. Il me reste à vous souhaiter une belle fin de semaine, un très bon week-end et on se revoit lundi pour préparer l'arrivée du QE jeudi prochain.

Que la force du Franc Suisse soit avec vous et bon shopping en France ce week-end.

À lundi

Thomas Veillet

## Grèce : l'Europe tombe le masque

Posté par [calebirri](#) le 4 janvier 2015

Je vous l'avais bien dit qu'il fallait que les masques tombent : l'Allemagne fait savoir aujourd'hui qu'il n'y a pas d'alternative au remboursement des dettes, quelle que soit l'issue du scrutin en Grèce. Tout en se contredisant magistralement dans les faits, puisqu'il est dit qu'elle envisagerait dans ce cas la sortie de la Grèce de la zone euro... c'est comme ceux qui vous disent qu'on ne peut pas déroger à une loi en vous opposant les sanctions que vous risquez si vous ne vous y soumettez pas ; ce qui prouve bien que vous « pouvez » le faire, vous devez juste savoir quelles en seront les conséquences.

Que cela signifie-t-il en définitive ?

Cela signifie qu'il y a bien des alternatives puisque la sortie de la zone euro serait la « sanction » au non-remboursement de la dette, sachant que l'Allemagne se découvre en montrant que c'est bien elle qui établit les lois régissant supérieurement un Etat théoriquement souverain ; ce qui constitue une ingérence directe dans les affaires intérieures d'un pays souverain puisqu'avec une telle menace elle refuse aux Grecs le droit d'élire librement le gouvernement qu'ils désirent installer au pouvoir. Tout ceci est proprement inacceptable et devrait être condamné unanimement.

Mais que tout le monde soit rassuré : tout ceci n'est qu'un grand bluff, car si le parti Syriza remporte les élections et fait ce qu'il dit vouloir faire, alors l'Allemagne sera mise face à son impuissance devant le monde entier : on imagine mal l'Allemagne envahir la Grèce pour aller se servir directement sur le dos d'un peuple alors pris en otage, qui sonnerait comme un diktat assez malvenu... Et puis surtout elle n'a aucun intérêt à voir la Grèce ou

quelconque autre pays sortir de la zone euro (c'est sur l'euro qu'est fondée sa puissance !).

Maintenant, il faut essayer de comprendre pourquoi l'Allemagne se découvre autant : est-elle si engagée dans la dette de la Grèce qu'elle craindrait qu'à l'occasion d'un changement de gouvernance en Grèce de perdre sa mise, ou essaye-t-elle tout simplement d'empêcher l'Europe des peuples se rendre compte qu'il est tout-à-fait possible de refuser une dette illégitime... sans rien risquer du tout, comme l'a fait l'équateur en son temps ? Car une fois un gouvernement élu démocratiquement au sein de la zone euro refusant la dette illégitime, il n'arrivera rien d'autre que le refus par les autres pays de leur propre dette... sans aucune autre sanction possible que la fin de l'hégémonie de l'Europe des marchés sur celle des peuples.

Il apparaît qu'en France, comme dans de nombreux autres pays européens, le problème est le même : le Collectif pour un audit citoyen de la dette conclue dans un pré-rapport que 59% de la dette sont illégitimes... Si on ajoute la part illégitime de celle des autres pays, combien de centaines de milliards sont-ils illégitimement réclamés aux peuples ?

Le problème n'est donc pas l'Europe mais bien sa manière de fonctionner. Si on refuse de se laisser berner par cet « il n'y a pas d'alternative », pas besoin du TAFTA, ni de la loi Macron, ni du pacte de responsabilité ni de tous ces moyens déguisés pour déréguler le marché du travail...

Allez-les Grecs, résistez, car l'Europe des peuples compte sur vous !

Caleb Irri  
<http://calebirri.unblog.fr>

## **L'Empire du chaos et la fin des temps - En 2015, tout gravitera autour de l'Iran, la Chine et la Russie**

Pepe Escobar, jeudi 15 janvier 2015, [chaos-controlé.com](http://chaos-controlé.com)

**Attachez votre ceinture, car 2015 promet d'être mouvementée, en mettant aux prises la Chine, la Russie et l'Iran, avec ce que j'ai nommé l'Empire du Chaos [1]. Attendez-vous à de nouvelles initiatives favorisant l'intégration eurasiatique et à la disparition progressive de la présence américaine en Eurasie. Nous assisterons à une interaction géostratégique complexe, qui sapera peu à peu l'hégémonie du dollar US,**

## **en tant que monnaie de réserve, et qui frappera par-dessus tout le pétrodollar.**

Même si les Chinois ont d'immenses défis à relever, partout, à Pékin, il est très facile de repérer les signes indubitables de l'apparition d'une superpuissance commerciale solidement établie, sûre d'elle-même. Le président Xi Jinping et les dirigeants actuels vont continuer à investir massivement dans l'urbanisation et à lutter contre la corruption, y compris aux plus hauts échelons du Parti communiste chinois. Sur le plan international, les Chinois vont donner plus d'élan à leur projet colossal de déploiement de nouvelles *Routes de la soie* terrestres et maritimes, sur lesquelles repose la stratégie directrice à long terme des Chinois, qui consiste à unifier l'Eurasie au moyen des échanges et du commerce.

Les cours mondiaux du pétrole devraient demeurer bas. Tous les paris sont ouverts, quant à savoir si un accord sur le nucléaire sera conclu cet été entre l'Iran et les pays du P5+1. Si les sanctions contre l'Iran (véritable guerre économique) ne sont pas levées et continuent de nuire sérieusement à son économie, la réaction de Téhéran sera vive et pourrait favoriser davantage l'intégration de l'Iran à l'Asie, au détriment de l'Occident.

Washington sait très bien qu'un accord global avec l'Iran ne peut être conclu sans l'aide de la Russie. Un tel accord serait le seul (je le répète, le seul) succès de l'administration Obama en matière de politique étrangère.

Reprendre les appels hystériques à *bombarder l'Iran* ferait trop plaisir aux suspects habituels (néoconservateurs). Ce n'est toutefois pas un hasard si l'Iran et la Russie sont tous les deux frappés par des sanctions occidentales. Peu importe la manière dont la chose était orchestrée, la chute actuelle des prix du pétrole est une attaque financière et stratégique directe lancée contre (Qui d'autres ?) l'Iran et la Russie.

## **La guerre des instruments dérivés**

Jetons maintenant un coup d'œil aux données fondamentales de la Russie. La dette totale du gouvernement russe ne représente que 13,4 % de son produit intérieur brut (PIB). Son déficit budgétaire par rapport au PIB n'est que de 0,5 %. En supposant que le PIB des USA est de 16 800 milliards de dollars (le chiffre de 2013), le déficit budgétaire de ce pays équivaldrait à 4 % de son PIB, comparativement à 0,5 % dans le cas de la Russie. La Réserve

fédérale des USA (la Fed) est essentiellement une société privée appartenant à des banques régionales privées américaines, bien qu'elle se fasse passer pour une institution publique. La dette des USA contractée sur les marchés publics équivaut à rien de moins que 74 % du PIB du pays pour l'exercice 2014. Celle de la Russie n'est que de 13,4 %.

La déclaration de guerre économique des USA et de l'Union européenne (UE) contre la Russie (au moyen de ventes massives du rouble et d'une attaque contre les instruments dérivés du secteur pétrolier) n'était essentiellement qu'une escroquerie visant les instruments dérivés. En théorie, les instruments dérivés peuvent être multipliés à l'infini. Les négociateurs d'instruments dérivés s'en sont pris à la fois au rouble et aux prix du pétrole, dans le but de détruire l'économie de la Russie. Le problème, c'est que l'économie de la Russie est financée d'une manière plus saine que celle des USA.

Sachant que cette manœuvre habile avait été conçue pour faire échec et mat, la stratégie défensive de Moscou n'a pas été si mauvaise. Sur le front vital de l'énergie, le problème demeure du côté de l'Occident, et non de la Russie. Si l'Union européenne n'achète pas ce que Gazprom a à lui offrir, elle va s'écrouler.

La grande erreur de Moscou a été de permettre à l'industrie nationale de la Russie de se financer au moyen d'emprunts à l'étranger, libellés en dollars US. Elle s'est ainsi empêtrée dans un monstrueux piège de l'endettement, que l'Occident peut facilement manipuler. Moscou devrait commencer par surveiller de très près ses banques. Les sociétés russes devraient emprunter au niveau intérieur et commencer à vendre leurs actifs à l'étranger. Moscou devrait aussi songer à mettre en œuvre un système de contrôle monétaire, pour que le taux d'intérêt de base puisse redescendre rapidement.

Il ne faut pas oublier que la Russie peut toujours imposer un moratoire sur la dette et les intérêts, qui s'élèvent à plus de 600 milliards de dollars. Pareille mesure ferait trembler tout le système bancaire mondial. Un *message* on ne peut plus clair, qui réduirait en miettes la guerre économique que lui livrent les USA et l'Union européenne.

la Russie n'a pas à importer de matières premières. S'il le faut, la Russie peut facilement rétro-concevoir pratiquement toute technologie importée. Mais, avant tout, la Russie peut, en vendant des matières premières, obtenir

suffisamment de fonds en dollars US ou en euro. La Russie pourrait voir ses ventes de ressources énergétiques (ou d'équipement militaire perfectionné) diminuer, sauf qu'elle obtiendra en échange la même quantité de roubles, dont la valeur a diminué aussi.

Remplacer les produits importés par des produits de fabrication russe est parfaitement sensé. Une inévitable période *d'ajustement* est à prévoir, mais elle ne durera pas longtemps. En raison de la chute du rouble, les constructeurs d'automobiles allemands, par exemple, ne peuvent plus vendre leurs véhicules en Russie. Ce qui les amènera à délocaliser leurs usines en Russie. S'ils ne le font pas, ils seront expulsés du marché par l'Asie (Corée du Sud et Chine).

### **L'ours et le dragon rôdent**

La déclaration de guerre économique de l'Union européenne contre la Russie ne tient pas debout. La Russie contrôle, directement ou indirectement, la majeure partie du pétrole et du gaz naturel entre la Russie et la Chine, soit environ 25 % des réserves mondiales. Le Moyen-Orient demeurera forcément un fouillis. L'Afrique est instable. L'Union européenne fait tout ce qui est en son pouvoir pour se détacher de sa source d'approvisionnement en hydrocarbures la plus stable, obligeant Moscou à rediriger son énergie vers la Chine et le reste de l'Asie. Un cadeau en or pour la Chine, car il réduit son état d'alerte vis-à-vis de la stratégie d'*endiguement* menée par la flotte US en haute mer .

Pourtant, l'axiome tacite à Pékin est le suivant : les Chinois demeurent extrêmement préoccupés par un Empire du Chaos en perte de contrôle, qui dicte les conditions belliqueuses s'appliquant aux relations entre l'Union européenne et la Russie. Pour l'essentiel, Pékin ne se retrouvera jamais dans une position qui permettra aux USA de s'ingérer dans les importations d'énergie de la Chine, comme ce fut le cas avec le Japon en juillet 1941, lorsque les USA lui ont déclaré la guerre par l'imposition d'un embargo pétrolier (lequel a eu pour effet de couper 92 % des importations pétrolières japonaises).

Nous savons tous que l'un des éléments majeurs de la montée spectaculaire de la puissance industrielle de la Chine a été d'obliger les fabricants à produire en Chine. Si la Russie faisait de même, son économie grimperait en



un rien de temps à un taux supérieur à 5 % par année. La croissance serait encore plus forte, si le crédit bancaire n'était lié qu'aux investissements productifs.

L'aigle américain s'adressant au dragon chinois : « Vous n'auriez pas pris un peu d'embonpoint récemment ? »

Imaginons maintenant la Russie et la Chine investir conjointement dans une nouvelle union monétaire fondée sur l'or, le pétrole et les ressources naturelles, qui deviendrait une alternative cruciale au modèle *démocratique* fondé sur la dette (qui ne fonctionne pas), préconisé par les Maîtres de l'Univers de Wall Street, le cartel des banques centrales occidentales et les politiciens néolibéraux. Le Grand Sud verrait ainsi que la prospérité financière et l'amélioration des niveaux de vie, en accablant les générations futures de dettes, étaient vouées à l'échec dès le départ.

D'ici là, la tourmente menace notre existence même, aujourd'hui et demain. Les Maîtres de l'Univers et le combo de Washington n'abandonneront pas si facilement leur stratégie, qui est de faire de la Russie un État paria ne pouvant pas transiger, transférer des fonds, faire des opérations bancaires, ni accéder aux marchés de crédit occidentaux, donc exposé à un changement de régime.

Plus tard, si tout se déroule selon le plan établi, leur prochaine cible sera (Qui d'autre ?) la Chine. À Pékin, on en est bien conscient. D'ici là, attendez-vous à quelques coups d'éclat qui ébranleront l'Union européenne dans ses fondations. Le temps commence à manquer, mais davantage pour l'Union européenne que pour la Russie.

Sauf que la tendance générale est là et qu'elle va se maintenir : la présence de l'Empire du Chaos en Eurasie s'estompe lentement mais sûrement.

## **Pepe Escobar**

Article original en anglais : [2015 Will Be All About Iran, China and Russia](#), Sputnik International, 31 décembre 2014

*Traduit par Daniel pour [Vineyardsaker.fr](#)*

### **Note**

[1] [Empire of Chaos](#), le livre de Pepe Escobar, chez amazon.com

Pepe Escobar est l'auteur de [Globalistan: How the Globalized World is Dissolving into Liquid War](#) (Nimble Books, 2007), [Red Zone Blues: a snapshot of Baghdad during the surge](#) (Nimble Books,

2007), [Obama does Globalistan](#) (Nimble Books, 2009) et le petit dernier, [Empire of Chaos](#) (Nimble Books).

## **Pourquoi le modèle social américain est à repenser**

Joseph Stiglitz / Chroniqueur - prix Nobel d'économie 2001, est professeur à l'université Columbia (New York) | Le 23/10/2014



**Les études récentes montrent un creusement des inégalités de revenus aux Etats-Unis. Pire, le sentiment d'insécurité sociale touche une part croissante de la population. Une tendance qui ne peut durer éternellement.**

de Joseph E. Stiglitz

Deux études récentes démontrent à nouveau toute l'ampleur du problème des inégalités aux Etats-Unis. La première, le rapport annuel sur l'évolution des revenus et de la pauvreté rendu par le Bureau du recensement américain, a démontré que, en dépit d'une prétendue reprise économique depuis la grande récession, les revenus des citoyens Américains ordinaires continuaient de stagner. Les revenus médians des ménages, ajustés à l'inflation, demeurent quant à eux en dessous de leur niveau d'il y a vingt-cinq ans.

Il a longtemps été considéré que la plus grande force de l'Amérique résidait non pas dans sa puissance militaire, mais dans un système économique envié par le monde entier. Mais pourquoi s'agirait-il aujourd'hui pour les autres Etats de reproduire un modèle économique en vertu duquel une large proportion de la population - si ce n'est une majorité - connaît une stagnation de revenus, alors même que ceux des plus fortunés grimpent en flèche ?

Une deuxième étude, le Rapport 2014 sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement, vient corroborer ces conclusions. Le PNUD publie chaque année un classement des Etats, selon

leur indice de développement humain (IDH), qui mobilise diverses dimensions du bien-être au-delà des simples revenus, parmi lesquelles la santé et l'enseignement.

L'Amérique se classe en cinquième position en termes d'IDH, derrière la Norvège, l'Australie, la Suisse et les Pays-Bas. Une fois les inégalités intégrées à ce score, elle perd de nouveau 23 places - une chute parmi les plus vertigineuses pour un pays hautement développé. L'Amérique se retrouve alors en effet derrière la Grèce et la Slovaquie, des pays que l'opinion publique n'a pas pour habitude de considérer comme des modèles, ou comme des concurrents de l'Amérique au plus haut des tableaux.

Le rapport du PNUD se concentre sur un autre aspect de la performance sociétale : la vulnérabilité. Il souligne en effet qu'en dépit de la réussite de nombreux Etats dans l'extraction de nombreux individus de la pauvreté, la vie quotidienne d'un grand nombre de ces personnes demeure précaire. Les plus défavorisés flirtent constamment avec la faillite, ainsi qu'avec son lot de répercussions. Maladie, divorce ou perte d'emploi suffisent bien souvent à les y plonger.

La loi de 2010 sur la protection des patients et les soins abordables (ou « Obamacare ») avait pour objectif d'atténuer ces menaces - un certain nombre d'indicateurs solides révélant effectivement une réduction prochaine et significative du nombre d'Américains n'étant pas assurés. Néanmoins, et notamment en raison d'une décision de la Cour suprême, ainsi que de l'obstination des gouverneurs et parlementaires républicains, qui dans deux douzaines d'Etats américains ont refusé d'étendre le programme Medicaid (assurance santé destinée aux plus défavorisés) - et bien que le gouvernement fédéral prenne en charge la quasi-totalité de la facture -, 41 millions d'Américains demeurent privés d'assurance santé.

Le récent ralentissement économique a véritablement saigné la richesse de nombreux individus. Aux Etats-Unis, et même à partir de la reprise du marché boursier, les revenus médians ont chuté de plus de 40 % entre 2007 et 2013. Ceci signifie que nombre de personnes âgées ou de citoyens approchant de la retraite s'inquiètent aujourd'hui pour leur niveau de vie. Des millions d'Américains ont perdu leur maison ; plus nombreux encore sont les millions d'entre eux confrontés à l'insécurité liée à l'éventualité de perdre un jour la leur.

L'Europe reconnaît traditionnellement l'importance de l'appréhension de cette vulnérabilité, à travers le fonctionnement d'un système de protection sociale. Les Européens ont compris que les meilleurs systèmes de protection sociale pouvaient même permettre d'améliorer la performance économique dans son ensemble, les individus étant davantage disposés à prendre les risques nécessaires à une plus forte croissance économique.

Le rapport de la Commission internationale sur la mesure des performances économiques et du progrès social (que je préside) a souligné que le PIB ne constituait pas un bon outil de mesure de la performance d'une économie. Les rapports du Bureau du recensement américain et du PNUD nous rappellent toute l'importance de cet aspect. Beaucoup trop a d'ores et déjà été sacrifié sur l'autel d'un fétichisme autour du PIB.

Indépendamment du rythme de la croissance, lorsqu'un système économique échoue à conférer un gain à la majorité de ses citoyens, et qu'il voit croître en son sein une population exposée à une insécurité grandissante, il constitue au sens fondamental un système économique en échec. Quant à ces politiques qui, à l'instar de l'austérité, aggravent l'insécurité tout en érodant les revenus les plus faibles et le niveau de vie d'un large pan de la population, elles se révèlent tout aussi défailtantes sur un plan fondamental.

**Joseph E. Stiglitz, est prix Nobel d'économie et professeur à l'université Columbia à New York**

Joseph E. Stiglitz

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate 2014.

PROJECT SYNDICATE  
A WORLD OF IDEAS

## **Bombardier: ça chauffe**

François Pouliot LesAffaires.com Publié le 15/01/2015

**[Il y a un bon moment que je dis aux gens qui m'entoure que Bombardier fera faillite.]**



En voyant la nouvelle, en matinée, on a plusieurs fois cligné des yeux. Et l'on s'est pincé. Ouf, ça va chauffer...

C'est trois mauvaises nouvelles en une qui viennent de frapper Bombardier.

-Elle met sur la glace son programme de développement Learjet 85 (et met à pied 1000 travailleurs). Personne ne s'attendait à pareille annonce. Encore récemment, la direction parlait avec confiance du programme.

-Elle revoit à la baisse l'aperçu qu'elle avait donné sur ses marges bénéficiaires pour l'exercice 2014. Une révision d'autant étonnante qu'ici encore la direction avait récemment réitéré son objectif d'atteindre une marge BAIIA de 6% dans la division transport (maintenant à 5%).

-Elle prévient que les flux de trésorerie en provenance de ses activités seront à 800 M\$ plutôt que dans la fourchette 1,2-1,6 G\$ (qu'elle avait donnée comme aperçu).

Officiellement, Bombardier met en suspend son programme de développement du Learjet 85 parce que le marché pour l'appareil, qu'elle anticipe voir se redresser depuis 2008, ne s'est toujours pas redressé. Il lui apparaissait donc préférable de stopper les coûts en attendant que les choses se replacent.

Les investisseurs ont cependant une autre interprétation: se pourrait-il que Bombardier arrête le programme parce qu'elle est menacée de manquer d'argent?

Réponse: ça semble être pour les deux raisons.

### **Faut-il s'inquiéter des liquidités?**

Officiellement Bombardier a 2,4 G\$ d'encaisse et un accès à des lignes de

crédit de 1,4 G\$. Total: 3,8 G\$.

La direction estime que, dans des années de développement, pour pouvoir opérer convenablement, elle doit avoir à chaque début d'année accès à près de 3 G\$. En cours d'année la somme peut baisser, les premiers trimestres donnant généralement lieu à moins d'entrées d'argent.

Allons-y d'une simulation.

La société a brûlé en 2014 pour l'équivalent de 1,5 G\$.

On ne sait trop encore combien d'argent elle anticipe devoir brûler en 2015, c'est une information que l'on devrait être en mesure d'estimer le 12 février, lors de l'aperçu accompagnant ses résultats.

Il y a des éléments qui lui sont favorables. Les dernières vagues de mises à pied devraient lui permettre d'économiser quelques centaines de millions de dollars. La baisse du dollar canadien devrait aussi aider à la rentabilité. À l'inverse, la Russie et le Moyen Orient sont des clients importants dans les avions privés, et avec la dernière chute du prix du pétrole, il n'est pas sûr qu'il rentre autant d'argent que dans les derniers mois de ce côté.

Postulons donc pour la forme une demande de liquidités similaires à celle de 2014 pour 2015, soit 1,5 G\$.

De 3,8 G\$ de disponibilités financières, Bombardier terminerait donc l'année à 2,3 G\$. C'est nettement sous la cible de 3G\$ chaque année. Une situation inconfortable.

### **Les lignes de crédit sont-elles sûres?**

Une question est dans le marché qui vient rendre plus inconfortable encore la situation: les lignes de crédit de 1,4 G\$ seront-elles réellement toujours disponibles?

Si jamais elles ne l'étaient pas, toujours en conservant notre hypothèse de "burn rate" de 1,5 G \$, on ne se retrouverait plus avec une marge de manœuvre de 2,3 G\$ à la fin 2015, mais de 900 M\$. Nettement insuffisant pour soutenir les activités dans le contexte où 3G \$ est la position dite souhaitable.

Ces lignes sont-elles sûres?

Elles sont assorties de conditions complexes qu'on ne connaît pas mais qui semblent prévoir que Bombardier doit maintenir autour de 1 G\$ dans ses coffres.

Il y a actuellement pour 2,4 G\$ d'encaisse. En continuant de supposer que la compagnie brûle 1,5 G\$ l'an prochain, on arrive en fin d'année à 900 M\$ d'encaisse. Sous le seuil requis. Mais on comprend de Bombardier qu'elle est aussi autorisée à utiliser une partie de la ligne de crédit dans le calcul, ce qui vient redonner un espace suffisant.

Sans entrer dans plus de détails (c'est déjà complexe!), disons simplement que les lignes de crédit ne semblent pas en danger.

Dans l'état actuel du marché, et compte tenu que notre "burn rate" de 1,5 G\$ est probablement un peu trop élevé avec toutes les mesures de rationalisation annoncées, la situation semble donc inconfortable et effectivement préoccupante, mais pas périlleuse.

### **Quelle sera la suite?**

On devrait voir plus clair le 12 février.

En attendant, le titre devrait rester plombé. Le brouillard est dense et la confiance est disparue.

## **L'onde de choc provoquée par le franc suisse se poursuit**

LesAffaires.com 16 janvier 2015 Publié à 07:47



**L'onde de choc provoquée par la décision surprise de la Suisse de laisser s'apprécier sa monnaie très convoitée frappe de plein fouet son économie et continuait vendredi à provoquer des vagues sur les marchés financiers.**

La Bourse suisse a poursuivi son plongeon dès l'ouverture, perdant jusqu'à -5,78%, après avoir dévissé de -8,7% jeudi, un record de chute depuis 1988.

Jeudi, le franc suisse a gagné environ 20% par rapport aux autres monnaies. Il s'échange désormais autour de la parité avec l'euro, soit 1 euro = 1 franc suisse.

L'ensemble des milieux économiques du pays ont fait part de leur inquiétude après l'abandon d'une politique monétaire qui les mettait depuis plus de trois ans à l'abri d'une hausse du franc suisse au-delà du seuil de 1,20 CHF pour un euro.

Dans un communiqué, le patronat helvétique, regroupé dans l'association **Economiesuisse** indique que cette décision « a pris de court les marchés et les entreprises ».

« Aux yeux de l'économie, cette mesure est incompréhensible au moment actuel », ajoutent les patrons suisses.

Economiesuisse prévoit dès à présent que des entreprises exportatrices et que le secteur du tourisme soient obligés de « réduire la voilure ».

La mesure continue aussi à susciter des remous sur les marchés des devises. Aux États-Unis, le grand courtier en ligne FXCM a annoncé ne plus pouvoir respecter les règles prudentielles parce que ses clients ruinés lui doivent 225 millions de dollars, tandis qu'en Grande-Bretagne, la maison de courtage Alpari UK s'est déclarée en cessation de paiement.

Secteur emblématique, l'industrie horlogère suisse voit le prix de ses montres bondir de 15% à 20% pour ses clients étrangers, alors que le Salon international de la Haute Horlogerie, qui accueille des milliers de revendeurs étrangers, va ouvrir ses portes lundi prochain à Genève.

La plupart des commandes des très grandes marques horlogères sont passées durant ce salon.

Vendredi, le patron d'une petite marque horlogère, H. Moser & Cie, installée au nord de la Suisse, à Neuhausen am Rheinfall, près de la frontière allemande, a publié une lettre ouverte au président de la BNS.

Dans cette lettre, il lui annonce que « les premiers détaillants » qui commercialisent ses montres, vendues à 95% à l'étranger, ont « annulé leur commandes suite à votre annonce ».

Cet entrepreneur, Edouard Meylan, ajoute également qu'il est tenté de délocaliser son entreprise en Allemagne, toute proche.



Vendredi matin, la grande banque suisse **UBS** a été la première à sabrer ses prévisions de croissances pour la Suisse en 2015, en raison de cette nouvelle donne financière.

L'UBS table désormais sur une croissance de 0,5% en 2015 (au lieu de 1,8% précédemment) et de 1,1% en 2016 (au lieu de 1,7%).

Selon Economiesuisse, le « tourisme d'achat », soit celui des Suisses qui traversent la frontière pour faire leurs courses et qui pénalisent les commerçants locaux, risque aussi de repartir de plus belle à la hausse.

La Suisse avait déjà connu une situation similaire à l'été 2011, en pleine crise financière mondiale. Le franc suisse à l'époque était très convoité, jouant à plein son rôle de valeur refuge.

Du coup, le franc suisse s'était également envolé pour atteindre la parité avec l'euro.

Cet appétit international pour la monnaie helvétique avait poussé en septembre 2011 la Banque nationale suisse à adopter le taux plancher, empêchant que sa monnaie passe sous le seuil des 1,20 euro.

Pendant 3 ans et demi, la BNS a acheté consciemment des euros quand trop de spéculateurs s'intéressaient au franc suisse et faisaient pression à la hausse. En presque 4 ans, ses réserves en euros ont ainsi été multipliées par 10.

Selon des experts, la situation devenait de plus en plus intenable pour la banque nationale, qui a préféré se couper la main, plutôt que de se couper le bras.

Le président de la Banque nationale, M. Thomas Jordan a d'ailleurs indiqué jeudi, lors d'une conférence de presse à Zurich que l'aggravation des disparités monétaires, qui ont conduit à l'abandon du taux plancher, « pourraient encore s'accroître », laissant entendre que la mesure aurait pu avoir des effets beaucoup plus douloureux, si elle avait été prise après une mesure d'assouplissement monétaire attendue par la Banque centrale européenne le 22 janvier.

## **Pétrole: la chute des prix ne relance pas la demande d'or noir**

LesAffaires.com 16 janvier 2015 Publié à 06:30



**La chute actuelle des prix du pétrole ne suffira pas à relancer la consommation d'or noir dans un contexte économique peu dynamique, prédit l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui voit toutefois la croissance de la production marquer le pas sous l'action des pays hors OPEP.**

« À de rares exceptions près comme aux États-Unis, le bas niveau des prix ne semble pas avoir stimulé la demande jusqu'ici », explique l'AIE dans son rapport mensuel publié vendredi.

Après avoir révisé à la baisse en décembre, de 1,1 million de barils par jour (mbj) à 0,9 mbj, sa prévision de croissance de la demande pour 2015, l'Agence a maintenu cette prévision dans son rapport de janvier.

La consommation d'or noir devrait ainsi atteindre 93,3 millions de barils par jour en 2015, contre 92,4 mbj en 2014.

« Les habituels bénéfices des prix bas, comme l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et la baisse des coûts dans l'industrie, ont été largement neutralisés par la faiblesse des conditions économiques, elle-même la cause majeure ayant conduit à cette dégringolade des prix », détaille-t-elle.

**« Un moment de vérité »**

Depuis le précédent rapport de l'AIE en décembre, le prix du baril de brut a encore chuté, passant de 60 dollars à moins de 50, toujours à cause d'une offre surabondante, tirée notamment par l'augmentation de la production en Irak, à son plus haut niveau depuis 35 ans.

Jeudi, le baril de brut s'est échangé à 46,25 dollars à New York. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, dont c'était le dernier jour de cotation, valait quant à lui 48,35 dollars.

A ce contexte économique morose - la Banque mondiale a ainsi révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2015 à 3% au lieu de 3,4% escompté mi-juin - s'ajoutent la dépréciation de certaines monnaies dans les pays consommateurs, la suppression des subventions publiques aux produits pétroliers, la baisse des dépenses dans les pays producteurs ou encore les craintes d'une déflation dans certains pays.

Face à cette baisse des prix du brut et malgré la volonté de certains de ses membres, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a décidé de maintenir jeudi le volume de sa production.

L'AIE prévoit toutefois qu'elle devrait atteindre 29,8 millions de barils par jour en 2015, soit un tout petit peu moins que la prévision de 30 mbj annoncée par l'organisation.

L'Agence, qui défend les pays consommateurs, estime en revanche un recul plus important de la croissance de la production des pays hors OPEP, après avoir atteint un record en 2014 de 1,9 mbj, tirée par les pétroles de schiste aux États-Unis.

Elle a ainsi réduit de 350.000 barils par jour sa prévision de croissance de la production dans ces pays pour 2015 par rapport à son précédent rapport. Elle s'établit désormais à 950.000 barils par jour, pour une production totale de 57,5 mbj sur l'année.

Cette révision touche également les États-Unis, mais de manière moins importante, avec 80.000 barils par jour en moins pour les pétroles de schiste par rapport aux précédentes prévisions, « de nombreux producteurs semblent s'être bien couverts contre une baisse des prix à court terme », a-t-elle expliqué.

Ainsi, si l'AIE estime qu'« une reprise des prix, sauf événement majeur, n'est pas imminente », elle juge que « des signes laissent penser que le vent va tourner », citant cette évolution de l'offre dans les pays non membres de l'OPEP.

En tout état de cause, l'Agence estime que le marché de l'or noir « est à un tournant historique ». Outre la révolution des pétroles de schiste américains et la politique de l'OPEP, « la place du pétrole dans le mix énergétique est aussi en train de changer ».

Et selon l'AIE, « les prochaines années pourraient se révéler comme un

moment de vérité pour un marché et une industrie qui a dû, tout au long de son histoire depuis 150 ans, se réinventer à plusieurs reprises ».